

Politique : énergie nucléaire : le peuple prend les commandes

Autor(en): **Müller, Jürg**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **43 (2016)**

Heft 5

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-911788>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Énergie nucléaire: le peuple prend les commandes

Le 27 novembre prochain, si les Suisses approuvent une initiative des Verts, ils pourront fermer les centrales nucléaires.

JÜRIG MÜLLER

La catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011 marque le début de la lente sortie des Suisses du nucléaire. Avant 2011, différents cantons et villes avaient déjà envisagé cette hypothèse et commencé à faire une croix sur l'énergie nucléaire, comme les villes de Bâle, Berne, Saint-Gall, Lucerne et Aarau. Les habitants de Zurich ont approuvé en juin dernier, avec plus de 70 % des voix, la vente d'ici à 2034 des parts de la ville dans les centrales de Gösgen et Leibstadt mais aussi dans les centrales françaises du Bugey et de Cattenom. Cette décision jugée déterminante pour la gauche et les Verts est apparue sans conséquence sur l'exploitation des centrales nucléaires pour la politique symbolique du PLR.

Ce qui peut être vrai, mais à court terme seulement. Cet automne en effet, une décision pourrait avoir d'importants retentissements. Le 27 novembre, la question controversée et vivement débattue par étapes de l'avenir de l'énergie nucléaire en Suisse sera définitivement réglée: le peuple se prononcera sur l'initiative populaire lancée par les Verts «pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire». L'initiative demande d'interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires et entend limiter la durée d'exploitation des centrales existantes à 45 ans maximum. Si l'initiative est approuvée, les centrales de Beznau I et II ainsi que Mühleberg devront être fermées au bout d'un an, celle de Gösgen en 2024 et celle de Leibstadt, la dernière des cinq centrales suisses, en 2029. Si des problèmes de sécurité apparaissent, les centrales devront être débranchées plus tôt encore. Par ailleurs, l'initiative exige que des mesures soient prises en vue d'un tournant énergétique, en matière d'économie d'énergie, d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables.

Le Conseil national refuse toute restriction

Les Verts ne sont pas les seuls à demander une restriction de la durée d'exploitation des centrales nucléaires. Dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050 décidée par le Conseil fédéral, le Conseil national a également déclaré l'année dernière être favorable à une restriction à 60 ans de la durée de vie des centrales les plus anciennes. Le Conseil des États ne l'entendant pas de cette oreille et le vent ayant tourné sur la scène politique suite aux élections de l'automne 2015, le Conseil national est revenu sur sa première décision en mars 2016: désormais, il ne souhaite plus restreindre la durée de vie des centrales.

Que reste-t-il de la décision de principe du Conseil fédéral et du Parlement concernant une sortie du nucléaire, sinon «une interdiction vacillante de construire de nouvelles centrales nucléaires, ancrée dans la loi sur l'énergie», explique Jürg Bieri, directeur de la Fondation Suisse de l'énergie (FSE), extrêmement critique en ce qui concerne les questions nucléaires. Il estime qu'une sortie ordonnée du nucléaire per-

mettrait d'organiser le remplacement de l'énergie nucléaire par des énergies renouvelables. Par ailleurs, le fait de définir au préalable une date de fermeture des centrales permet de sécuriser la planification et l'investissement pour les centrales nationales. Durant les débats au sein du Parlement, la conseillère nationale bernoise des Verts Regula Rytz a déclaré que sans restriction de la durée de vie des centrales, la Stratégie énergétique n'était pas une véritable sortie du nucléaire.

«Une véritable ineptie»

Les opposants bourgeois à l'initiative expliquent que les centrales suisses comptent parmi les plus sûres au monde. La sécurité de l'appro-



En cas de oui à l'initiative «Sortir du nucléaire», il faudrait débrancher notamment la centrale de Beznau dans un an. Photo Keystone

visionnement a également été débattue au sein du Parlement. Si la Suisse doit fermer très vite ses centrales, ses importations en énergie produite par des centrales nucléaires, au charbon et au gaz augmenteront. Le conseiller national PDC Daniel Fässler du canton d'Appenzel Rhodes-Intérieures a qualifié cette situation de «véritable ineptie écologique et économique». Et le conseiller national PLR bernois Christian Wasserfallen a qualifié d'utopique le projet de remplacer 40 % des besoins en énergie de la Suisse en 10 ans par d'autres sources d'énergie.

Quel que soit le résultat de la votation du 27 novembre prochain, la date de mise hors service est déjà fixée pour l'une des centrales nucléaires: le 20 décembre 2019, Mühleberg, près de Berne, sera débranchée. Les Forces motrices bernoises sont les premiers exploitants à s'atteler concrètement à la sortie du nucléaire. Pas pour des raisons politiques, mais économiques. Le rééquipement demandé par l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire, IFSN, n'est plus utile selon l'entreprise.